

Jetons un coup d'œil sur les dépenses de capital. Lorsque les conservateurs entendent les faits, ils ne peuvent y faire face et ils quittent la Chambre comme le député d'Edmonton-Centre (M. Paproski) le fait en ce moment. Et qu'en est-il des dépenses par habitant? Le député de Calgary-Centre (M. Andre) a beaucoup parlé des dépenses de l'État. En 1976, dans quelle province les dépenses par habitant étaient-elles les moins élevées? L'Ontario ou l'Alberta? Était-ce d'abord une province tory? La réponse est non; c'était la Saskatchewan. Ses dépenses par habitant étaient de \$1,436. Celles de l'Alberta étaient de \$1,657 et celles de l'Ontario dépassaient \$1,700. Toutes les autres provinces, y compris l'Ontario conservatrice, dépensaient plus que la Saskatchewan.

Voyons maintenant la dette gouvernementale. Tout le monde sait que la Saskatchewan est une province très pauvre et démunie depuis des années. Elle a toujours reçu des paiements de transfert du gouvernement fédéral. Considérons les dettes des gouvernements provinciaux étant donné que les conservateurs donnent souvent des conférences à la Chambre sur la façon dont ils se débarrassaient de nos dettes s'ils prenaient le pouvoir. La province canadienne qui a la dette par habitant la moins élevée n'est pas une province tory et ce n'est pas l'Alberta non plus; c'est la Saskatchewan et la dette y est de \$980 par habitant. Le Québec vient au deuxième rang avec une dette de \$1,803 par habitant. L'Alberta, en dépit de toutes ses richesses et de son immense potentiel, de son fonds patrimonial et de tout le reste, a une dette de \$1,880 par habitant. En d'autres termes, sa dette par habitant est deux fois plus élevée que celle de la Saskatchewan. Puis, il y a la province riche de l'Ontario, où la dette par habitant s'élève à \$2,059. Dans une province plus pauvre comme Terre-Neuve, la dette par habitant s'élève à \$3,000.

● (1600)

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Oh, oh!

M. Nystrom: Les choses vont très mal dans la province conservatrice du Nouveau-Brunswick. En Saskatchewan, par ailleurs, un septième de chaque cent est affecté au service de la dette provinciale, tandis qu'en Ontario, 8c. de chaque dollar des recettes fiscales sont affectés au service de la dette. Nous devons nous rendre compte que les conservateurs sont de bien piètres administrateurs de l'argent des contribuables. Je ne citerai pas les paroles du chef de l'opposition (M. Clark) ou du député d'Edmonton-Centre ou de quelqu'un d'autre de ce parti. Je me contente de donner les faits publiés par Statistique Canada à propos des divers gouvernements provinciaux du Canada.

La troisième question dont j'aimerais parler pendant les trois minutes qui me restent concerne le gaspillage par les sociétés. Nous parlons beaucoup du gaspillage du gouvernement, mais les sociétés gaspillent elles aussi et, dans bien des cas, elles sont plus extravagantes ou du moins tout aussi extravagantes que le gouvernement du Canada.

Je me rappelle le grand débat qu'il y a eu à propos de l'Office canadien de commercialisation des œufs il y a quelques années. Cela a renversé les Canadiens d'apprendre que quelque millions d'œufs s'étaient perdus. Les œufs gaspillés représentaient ½ p. 100 des œufs produits au Canada. Ils représentaient à peu près la production d'une journée de l'ensemble des poules du Canada. Si une société avait une marge d'erreur de moins que ½ p. 100, je suis certain que bien

Gaspillage et mauvaise gestion

des gens diraient que cette société est administrée de façon très efficace.

Il y a bien des cas de gaspillage par les sociétés. Par exemple, j'ai ici le rapport Mallen commandité par la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires. Ce rapport parle du gaspillage dans la chaîne de vente au détail au Canada et explique que les Canadiens paient plus qu'ils ne devraient le faire pour le faire pour leurs aliments à cause de toute le gaspillage des compagnies. Le rapport parle aussi de la capacité excédentaire. Il signale notamment que la capacité excédentaire moyenne a fait monter le prix des aliments d'environ 3.7 p. 100. A Sydney, par exemple, les gens disent . . .

M. McKenzie: Oh, oh!

M. Nystrom: Un des conservateurs est bien énervé. Quelqu'un a-t-il un comprimé de valium?

M. McKenzie: Je dissimulerai mon énervement quand j'aurai la parole.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est terminé.

Des voix: Bravo!

Des voix: Encore, encore!

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Le député pourra continuer s'il obtient le consentement unanime.

Des voix: D'accord.

M. Nystrom: Je n'en ai que pour une minute, monsieur l'Orateur, et je remercie la Chambre de sa bienveillance. Je disais donc . . .

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Il semble qu'il n'y aurait pas eu de consentement unanime.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. J'espère que vous vous souvenez que lorsque le porte-parole conservateur a présenté une motion semblable nous avons accordé le consentement unanime. Je tiens à signaler à la Chambre la mesquinerie de certains députés de l'opposition.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. C'est une chose à laquelle je ne peux rien.

[Français]

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, en vue d'appuyer l'honorable député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas), je dois dire qu'il y avait eu consentement, je crois, pour que le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) puisse continuer son discours pendant quelques minutes. Je respecte votre décision, mais je voudrais également ajouter quelques remarques sur la motion de l'honorable député de Calgary-Centre (M. Andre). Il est regrettable, monsieur le président, que périodiquement, et très souvent même, nous ayons à présenter des motions de ce genre pour signaler au public l'incurie et l'incompétence du gouvernement qui nous mène depuis bientôt dix ans.

Le 29 novembre 1977, à l'occasion d'une motion que je présentais à la Chambre, je mentionnais principalement le manque de prévoyance et de *leadership* du gouvernement. Naturellement, quand je disais qu'il fallait prendre des mesures pour relever notre économie, je mentionnais entre autres, monsieur le président, quelques points très importants, soit